COUR DES COMPTES

---------

SEPTIEME CHAMBRE

---------

DEUXIEME SECTION

---------

Arrêt n° 46707

PARC NATIONAL DE PORT-CROS

Exercices 1996 à 2001

Rapport n° 2006-429-1

Audience et lecture publiques  
du 18 octobre 2006

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

LA COUR DES COMPTES a rendu l’arrêt suivant :

LA COUR,

Vu l’arrêt du 19 mai 2005, par lequel elle a statué sur les comptes rendus en qualité de comptables du PARC NATIONAL DE PORT-CROS pour les exercices 1996 à 2001 par :

- M. Charles X, du 1er janvier 1996 au 19 novembre 2000 ;

- M. Gérard Y, du 20 novembre 2000 au 31 décembre 2001 ;

Vu les justifications produites en exécution dudit arrêt ;

Vu le code des juridictions financières ;

Vu les lois et règlements relatifs à la comptabilité du parc national de Port-Cros, et le décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu l’article 60 de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963 ;

RB

Vu l’instruction codificatrice n° 96-011 M. 91 du 1er février 1996 ;

Vu l’arrêté du 22 octobre 1980 portant approbation du contrat type des agents contractuels des établissements publics chargés des parcs nationaux ;

Vu les lettres en date du 8 septembre 2006 informant les comptables de la tenue d’une audience publique et de la possibilité pour eux d’y présenter leurs observations ;

Sur le rapport de Mme Sylvie Lemmet, conseillère référendaire ;

Vu les conclusions du procureur général de la République ;

Après avoir entendu, lors de l’audience publique de ce jour, le rapporteur dans son exposé et M. Rémi Frentz, avocat général, en ses conclusions orales ;

Ayant constaté l’absence de M. X et de M. Y à l’audience publique ;

Après avoir entendu M. Patrick Devaux, conseiller maître, en ses observations, les parties, le ministère public et le rapporteur s’étant retirés ;

STATUANT DEFINITIVEMENT,

ORDONNE :

**I – GESTION DE M. X**

Injonction n° 1 : absence de visa sur des décisions d’attribution de subvention

Attendu que, par l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour, au motif que le comptable avait procédé au paiement de la somme de 27 440,82 € à divers organismes à titre de subvention, comme retracé dans le tableau suivant, en l’absence de visa préalable du contrôleur financier, a formulé une injonction de reversement à défaut d’autres justifications à décharge ;

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Exercice | Mandat | Date mandat | Payé le | Bordereau | Cpte | bénéficiaire | Montant |
| 1998 | 793 | 19/06/1998 | 15/07/1998 | 27 | 6712 | GIP ATEN | 10 671,43 € |
| 1998 | 1073 | 11/08/1998 | 18/08/1998 | 39 | 6712 | BI Porquerolles | 3 048,98€ |
| 1999 | 1075 | 16/08/1999 | 24/08/1999 | 48 | 6715 | BI Porquerolles | 3 048,98 € |
| 1999 | 1230 | 31/08/1999 | 14/09/1999 | 53 | 6715 | GIP ATEN | 10 671,43 € |
| Total |  |  |  |  |  |  | **27 440,82 €** |

Attendu que dans sa réponse, le comptable fait valoir qu’un terme a été mis à ces errements, le visa du contrôleur financier étant désormais apposé depuis 2002 ;

Attendu que les paiements sont bien intervenus en l’absence de visa du contrôleur financier ; que les éléments de fait avancés par le comptable ne sont pas opposables à la Cour et ne justifient en rien la régularité du paiement ;

Attendu que l’article 6 de l’arrêté du 5 octobre 1973 du ministre de la protection de la nature et de l’environnement portant modalités du contrôle financier sur les parcs nationaux précise que les engagements soumis au visa préalable du contrôleur financier sont en particulier : *« les décisions portant attribution de subvention ou de secours » ;*

Considérant que les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables des contrôles qu’ils sont tenus d’exercer, conformément aux dispositions des paragraphes I et IV de l’article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 susvisée et des articles 12 et 13 du décret du 29 décembre 1962 susvisé portant règlement général de la comptabilité publique ; qu’en application du paragraphe VII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, il y a lieu de constituer M. X débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de 13 720,41 € au titre de l’exercice 1998 et de 13 720,41 € au titre de l’exercice 1999 ;

Considérant qu’aux termes du paragraphe VIII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, les débets portent intérêt *« au taux légal à compter de la date du fait générateur ou, si cette date ne peut être fixée avec précision, à compter de celle de leur découverte »* ; qu’en l’espèce, cette date est celle du paiement du dernier mandat de la dépense irrégulière, soit le 18 août pour l’exercice 1998 et le 14 septembre pour l’exercice 1999 ;

L’injonction n° 1 prononcée par l’arrêt du 19 mai 2005 susvisé est levée ;

M. X est constitué débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de :

- 13 720,41 € au titre de l’exercice 1998, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 18 août 1998 ;

- 13 720,41 € au titre de l’exercice 1999, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 14 septembre 1999 ;

Injonction n° 2 – créances sur la Société nouvelle des artisans de la maçonnerie

Attendu que par l’injonction n° 2 de l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour a enjoint à M. X d’apporter la preuve des diligences pour le recouvrement de treize titres émis en 1996 et 1997 sur la Société nouvelle des artisans de la maçonnerie, pour un montant total de 3 500,23 €, ou à défaut, le reversement dans la caisse dudit établissement de ces créances, comme retracé dans le tableau suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Exercice | N° titre | Date | Montant |
| 1996 | 150 | 31/10/1996 | 182,94 € |
| 1996 | 151 | 31/10/1996 | 548,82 € |
| 1996 | 305 | 23/12/1996 | 24,39 € |
| 1996 | 306 | 23/12/1996 | 24,39 € |
| 1996 | 307 | 23/12/1996 | 30,49 € |
| 1996 | 308 | 23/12/1996 | 97,57 € |
| 1996 | 309 | 23/12/1996 | 243,92 € |
| 1996 | 310 | 23/12/1996 | 503,08 € |
| 1996 | 453 | 28/02/1997 | 91,47 € |
| 1997 | 328 | 19/02/1998 | 228,67 € |
| 1997 | 329 | 19/02/1998 | 628,85 € |
| 1997 | 330 | 19/02/1998 | 743,19 € |
| 1997 | 331 | 19/02/1998 | 152,45 € |
| **Total** |  |  | **3 500,23 €** |

Attendu que dans sa réponse le comptable se borne à indiquer que la société aurait juridiquement cessé d’exister le 27 avril 1998, date d’une prétendue liquidation judiciaire, sans apporter la preuve d’une telle décision ;

Attendu que, selon l’article 60-IV de la loi du 23 février 1963, la responsabilité d’un comptable se trouve engagée dès lors qu’une recette n’a pas été recouvrée ;

Attendu que la responsabilité du comptable est engagée dès lors que le recouvrement se trouve manifestement ou gravement compromis de son fait ; qu’il appartient au comptable de faire la preuve de diligences rapides, complètes et adéquates pour recouvrer les titres qu’il prend en charge ; que le comptable ne doit pas préjuger de l’irrécouvrabilité d’une créance avant que toutes les diligences réglementaires aient été épuisées ;

Attendu qu’aucune diligence n’a été effectuée de mai 1998 à novembre 2000 ; qu’il n’a pu être justifié que le parc avait produit ses créances au mandataire liquidataire ; qu’aucun relevé de forclusion n’a été produit ;

Considérant qu’il résulte de ce qui précède que M. X n’a pas satisfait à l’injonction ; qu’en application du paragraphe VII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, il y a lieu de constituer M. X débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de 1 747,07 € au titre de l’exercice 1996 et de 1 753,16 € au titre de l’exercice 1997 ;

Considérant qu’aux termes du paragraphe VIII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, les débets portent intérêt *« au taux légal à compter de la date du fait générateur ou, si cette date ne peut être fixée avec précision, à compter de celle de leur découverte »* ; qu’en l’espèce, cette date est celle du paiement du dernier mandat de la dépense irrégulière, soit le 28 février pour l’exercice 1997 et le 19 février pour l’exercice 1998 ;

L’injonction n° 2 prononcée par l’arrêt du 19 mai 2005 susvisé est levée ;

M. X est constitué débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de :

- 1 747,07 € au titre de l’exercice 1996, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 28 février 1997 ;

- 1 753,16 € au titre de l’exercice 1997, augmentée des intérêts de droit à compter du 19 février 1998.

Injonction n° 3 – mise à disposition de Mme Z

Attendu que, par l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour a formulé une injonction de reversement à défaut d’autres justifications à décharge, pour le paiement de la somme de 33 647,79 €, comme retracé dans le tableau suivant, au motif que cette somme correspondait au salaire de Mme Z, mise à disposition de l’ATEN, alors même que la convention signée le 27 juin 1997 par le parc national de Port-Cros avec le GIP ATEN, en vigueur jusqu’au 7 mars 2000, ne prévoyait pas de mise à disposition au profit de l’ATEN de personnel du parc ;

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Mois | N° mandat | Date du mandat | Montant | Date de paiement |
| Juin 1999 | 758 | 22/06/1999 | 3 726,27 € | 23/06/1999 |
| Juillet 1999 | 846 | 21/07/1999 | 3.726,27 € | 22/07/1999 |
| Août 1999 | 1089 | 19/08/1999 | 3.726,27 € | 20/08/1999 |
| Septembre 1999 | 1324 | 17/09/1999 | 3.726,27 € | 20/09/1999 |
| Octobre 1999 | 1459 | 19/10/1999 | 3.726,27 € | 19/10/1999 |
| Novembre 1999 | 1620 | 18/11/1999 | 3.726,27 € | 22/11/1999 |
| Décembre 1999 | 1773 | 16/12/1999 | 3.763,37 € | 20/12/1999 |
| Janvier 2000 | 8 | 18/01/2000 | 3.763,40 € | 18/01/2000 |
| Février 2000 | 29 | 17/02/2000 | 3.763,40 € | 21/02/2000 |
| **Total** | **-** | **-** | **33.647,79 €** | **-** |

Attendu que, dans sa réponse, le comptable fait valoir que le *« contrat de Mme Z a été visé par le contrôleur financier le 25 août 1999 ; que cet agent a été rattaché administrativement au parc de Port-Cros, et remplit sa mission au sein de l’ATEN conformément aux participations des membres du GIP ATEN »* *;*

Attendu qu’en matière de dépenses, les articles 12 et 13 du décret du 29 décembre 1962 font obligation au comptable de contrôler la validité de la créance, qui suppose notamment le contrôle avant paiement de la justification du service fait et de l’exactitude des calculs de liquidation ; qu’en l’espèce le comptable avait connaissance du fait que l’intéressée n’était pas affectée au parc mais à l’ATEN sans base conventionnelle ou certificat de l’ordonnateur attestant du service fait ;

Considérant qu’aux termes de l’article 60-I de la loi du 23 février 1963 susvisée, les comptables sont personnellement et pécuniairement responsables des contrôles qu’ils sont tenus d’exercer ; qu’aux termes de l’article 60-IV de cette même loi, cette responsabilité se trouve engagée dès lors qu’une dépense a été irrégulièrement payée ;  qu’en application du paragraphe VII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, il y a lieu de constituer M. X débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de 26 120,99 € au titre de l’exercice 1999 et de 7 526,80 € au titre de l’exercice 2000 ;

Considérant que, aux termes du paragraphe VIII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, les débets portent intérêt *« au taux légal à compter de la date du fait générateur ou, si cette date ne peut être fixée avec précision, à compter de celle de leur découverte »* ; qu’en l’espèce, cette date est celle du paiement du dernier mandat de la dépense irrégulière, soit le 20 décembre pour l’exercice 1999 et le 21 février pour l’exercice 2000 ;

L’injonction n° 3 prononcée par l’arrêt du 19 mai 2005 susvisé est levée ;

M. X est constitué débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de :

- 26 120,99 € au titre de l’exercice 1999, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 20 décembre 1999 ;

- 7 526,80 € au titre de l’exercice 2000, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 21 février 2000.

Injonction n° 4 – versement de prime sans base juridique

Attendu que, par l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour, a formulé une injonction de reversement, pour le paiement de la somme de 3 944,95 €, correspondant à 28 mandats payés en 1998, 1999 et 2000 à M. Nicolas A, comme retracé dans le tableau suivant ou, à défaut, toute autre justification à la décharge du comptable, au motif que M. A, contractuel sous contrat type 1980, affecté comme chargé de mission « communication » au siège du parc le 1er août 1998, après avoir été chef de secteur de Port-Cros puis de Porquerolles, avait continué de percevoir la prime de sujétions et responsabilités de 7 % prévue pour les seuls chefs de secteur dans l’arrêté du 22 octobre 1980 susvisé portant approbation du contrat type des agents contractuels des établissements publics chargés des parcs nationaux ;

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Mois | Montant | Partie mandat | Date | Payé le |
| Août 1998 | 134,87 € | 1086 | 20/08/1998 | 20/08/1998 |
| Septembre 1998 | 134,87 € | 1339 | 18/09/1998 | 18/09/1999 |
| Octobre 1998 | 134,87 € | 1635 | 21/10/1998 | 21/10/1998 |
| Novembre 1998 | 135,54 € | 1789 | 18/11/1998 | 18/11/1998 |
| Décembre 1998 | 135,54 € | 2110 | 17/12/1998 | 17/12/1998 |
| Janvier 1999 | 135,54 € | 10 | 11/02/1999 | 11/02/1999 |
| Février 1999 | 135,54 € | 27 | 25/02/1999 | 22/02/1999 |
| Mars 1999 | 135,54 € | 202 | 23/03/1999 | 19/03/1999 |
| Avril 1999 | 173,44 € | 280 | 19/04/1999 | 20/04/1999 |
| Mai 1999 | 140,64 € | 441 | 20/5/1999 | 21/05/1999 |
| Juin 1999 | 140,64 € | 758 | 22/06/1999 | 23/06/1999 |
| Juillet 1999 | 140,64 € | 846 | 21/07/1999 | 22/07/1999 |
| Août 1999 | 140,64 € | 1089 | 19/08/1999 | 20/08/1999 |
| Septembre 1999 | 140,64 € | 1329 | 17/09/1999 | 20/09/1999 |
| Octobre 1999 | 140,64 € | 1465 | 19/10/1999 | 20/10/1999 |
| Novembre 1999 | 140,64 € | 1626 | 18/11/1999 | 22/11/1999 |
| Décembre 1999 | 142,06 € | 1773 | 16/12/1999 | 20/12/1999 |
| Janvier 2000 | 142,06 € | 13 | 18/01/2000 | 21/01/2000 |
| Février 2000 | 142,06 € | 29 | 17/02/2000 | 21/02/2000 |
| Mars 2000 | 142,06 € | 228 | 20/03/2000 | 22/03/2000 |
| Avril 2000 | 142,06 € | 379 | 10/04/2000 | 18/04/2000 |
| Mai 2000 | 142,06 € | 506 | 18/05/2000 | 19/05/2000 |
| Juin 2000 | 142,06 € | 704 | 16/06/2000 | 19/06/2000 |
| Juillet 2000 | 142,06 € | 969 | 17/07/2000 | 21/07/2000 |
| Août 2000 | 142,06 € | 1108 | 16/08/2000 | 22/08/2000 |
| Septembre 2000 | 142,06 € | 1402 | 18/09/2000 | 25/09/2000 |
| Octobre 2000 | 142,06 € | 1602 | 17/10/2000 | 20/10/2000 |
| Novembre 2000 | 142,06 € | 1749 | 14/11/2000 | 17/11/2000 |
| **Total** | **3 944,95 €** |  |  |  |

Attendu que le comptable, dans sa réponse fait valoir que *« l’ordonnateur avait considéré que le statut de M. A permettait une assimilation aux chefs de secteur du fait de sa présence fréquente sur les îles, et que sa promotion en catégorie A ne pouvait se traduire par une perte de rémunération » ;*

Attendu qu’en matière de dépenses, les articles 12 et 13 du décret du 29 décembre 1962 font obligation au comptable de contrôler la validité de la créance, qui suppose notamment le contrôle avant paiement de la justification du service fait et de l’exactitude des calculs de liquidation ; que le contrôle de l’exactitude du calcul de liquidation consiste à vérifier que M. A percevait des primes dans la limite des dispositions réglementaires ; qu’il appartient au comptable du parc national de Port-Cros de vérifier l’exacte application des textes en vigueur, en l’occurrence l’arrêté du 22 octobre 1980 susmentionné ;

Attendu que l’article 15 de l’arrêté du 22 octobre 1980 susmentionné prévoit que la prime de 7 % du traitement brut est réservée *« pour les chefs de secteur »* ; que cette prime ne pouvait en conséquence être attribuée à M. Gérardin ; qu’une liquidation erronée a ainsi conduit au paiement indu d’une somme totale de 3.944,95 € ;

Considérant qu’aux termes de l’article 60-I de la loi du 23 février 1963 susvisée, les comptables sont personnellement et pécuniairement responsables des contrôles qu’ils sont tenus d’exercer ; et qu’aux termes de l’article 60-IV de cette même loi, cette responsabilité se trouve engagée dès lors qu’une dépense a été irrégulièrement payée ;  qu’en application du paragraphe VII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, il y a lieu de constituer M. X débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de la somme de 675,69 € au titre de l’exercice 1998, 1 706,60 € au titre de l’exercice 1999, 1 562,66 € au titre de l’exercice 2000 ;

Considérant qu’en vertu de l’article 60, paragraphe VIII, de la loi précitée du 23 février 1963, *« les débets portent intérêt au taux légal à compter de la date du fait générateur »* ; qu’en l’espèce, cette date est celle du paiement du dernier mandat de la dépense irrégulière, soit le 17 décembre pour l’exercice 1998, le20 décembre pour l’exercice 1999, le 17 novembre pour l’exercice 2000 ;

L’injonction n° 4 prononcée par l’arrêt du 19 mai 2005 susvisé est levée ;

M. X est constitué débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de :

- 675,69 € au titre de l’exercice 1998, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 17 décembre 1998 ;

- 1 706,60 € au titre de l’exercice 1999, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 20 décembre 1999 ;

- 1 562,66 € au titre de l’exercice 2000, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 17 novembre 2000.

**II – GESTION DE M. Y**

Injonction n° 5 – créances sur la Société nouvelle des artisans de la maçonnerie

Attendu que par l’injonction n° 5 de l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour a enjoint à M. Y d’apporter la preuve des diligences pour le recouvrement de treize titres émis en 1996 et 1997 sur la Société nouvelle des artisans de la maçonnerie, pour un montant total de 3 500,23 €, ou à défaut, le reversement dans la caisse dudit établissement de ces créances, comme retracé dans le tableau suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Exercice | N° titre | Date | Montant |
| 1996 | 150 | 31/10/1996 | 182,94 € |
| 1996 | 151 | 31/10/1996 | 548,82 € |
| 1996 | 305 | 23/12/1996 | 24,39 € |
| 1996 | 306 | 23/12/1996 | 24,39 € |
| 1996 | 307 | 23/12/1996 | 30,49 € |
| 1996 | 308 | 23/12/1996 | 97,57 € |
| 1996 | 309 | 23/12/1996 | 243,92 € |
| 1996 | 310 | 23/12/1996 | 503,08 € |
| 1996 | 453 | 28/02/1997 | 91,47 € |
| 1997 | 328 | 19/02/1998 | 228,67 € |
| 1997 | 329 | 19/02/1998 | 628,85 € |
| 1997 | 330 | 19/02/1998 | 743,19 € |
| 1997 | 331 | 19/02/1998 | 152,45 € |
| **Total** |  |  | **3 500,23 €** |

Attendu que, dans sa réponse, le comptable fait valoir que l’émission des titres de 1996 et 1997 est antérieure à sa prise de fonction au parc national de Port-Cros ; que la société ayant cessé d’exister le 27 avril 1998, le défaut de diligences constaté dans le premier arrêt ne lui est donc pas imputable ; que la réponse du comptable satisfait à l’injonction de la Cour ;

L’injonction n° 5 prononcée par l’arrêt du 19 mai 2005 est levée.

Injonction n° 6 – absence de visa sur ordres de mission

Attendu que par l’injonction n° 6 de l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour a formulé une injonction de reversement de 1 569,78 € comme retracé dans le tableau suivant ou à défaut toute autre justification à décharge, au motif que le comptable avait remboursé les frais de déplacement en Espagne de M. Philippe B en 2001 alors que l’ordre de mission du 13 avril 2001 n’avait pas été visé par le contrôleur financier contrairement à l’article 6 de l’arrêté du 5 octobre 1973 du ministre de la protection de la nature et de l’environnement portant modalités du contrôle financier sur les parcs nationaux qui précise que les engagements soumis au visa préalable du contrôleur financier sont en particulier *« les ordres de mission concernant les déplacements effectués hors de la métropole »* ;

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| mandat | Date du mandat | Bordereau | Payé le | Montant | Objet |
| 412 | 18/04/2001 | 8 | 09/05/2001 | 508,20 € | Avance déplacement Espagne |
| 610 | 05 :06 :2001 | 26 | 27/06/2001 | 909,76 € | Solde déplacement Espagne |
| Partie mandat 870 | 09/07/2001 | 35 | 08/08/2001 | 151,80 € | Billet avion Marseille/Valence |
| **TOTAL** |  |  |  | **1 569,78 €** |  |

Attendu que dans sa réponse, le comptable fait valoir qu’une note de service rappelant les différentes dispositions réglementaires a été rédigée et diffusée à l’ensemble des services à la suite de l’arrêt de la Cour ;

Attendu que ces éléments de fait ne sont pas opposables à la Cour et ne justifient en rien la régularité du paiement ;

Considérant qu’en matière de dépenses, les articles 12 et 13 du décret du 29 décembre 1962 susvisé font obligation au comptable de contrôler la validité de la créance, qui porte notamment sur l’intervention préalable des contrôles réglementaires ; qu’aux termes de l’article 60-I de la loi du 23 février 1963 susvisée, les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables du paiement des dépenses et qu’aux termes de l’article 60-IV de cette même loi, cette responsabilité se trouve engagée dès lors qu’une dépense a été irrégulièrement payée ; qu’en application du paragraphe VII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, il y a lieu de constituer M. Y débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de la somme de 1 569,78 € au titre de l’exercice 2001 ;

Considérant qu’aux termes du paragraphe VIII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, les débets portent intérêt *« au taux légal à compter de la date du fait générateur ou, si cette date ne peut être fixée avec précision, à compter de celle de leur découverte »* ; qu’en l’espèce, cette date est celle du paiement du dernier mandat de la dépense irrégulière, soit le 8 août 2001 ;

L’injonction n° 6 prononcée par l’arrêt du 19 mai 2005 susvisé est levée ;

M. Y est constitué débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de 1 569,78 €, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 8 août 2001.

Injonction n° 7 – Absence de visa sur des décisions d’attribution de subvention

Attendu que, par l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour a formulé une injonction de reversement à défaut d’autres justifications à décharge, portant sur quatre mandats d’un montant total de 8 026,44 €, payés au cours des exercices 2000 et 2001, en l’absence de visa préalable du contrôleur financier, comme retracé dans le tableau suivant, contrairement à l’article 6 de l’arrêté du 5 octobre 1973 du ministre de la protection de la nature et de l’environnement portant modalités du contrôle financier sur les parcs nationaux qui précise que les engagements soumis au visa préalable du contrôleur financier sont en particulier *les décisions portant attribution de subvention ou de secours ;*

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Exercice | Mandat | Date mandat | Payé le | Bord. | Imput. | Bénéficiaire | Montant |
| 2000 | 1703 | 13/11/00 | 07/12/2000 | 77 | 6715 | BI Porquerolles | 3 048,98 € |
| 2001 | 421 | 18/04/01 | 09/05/2001 | 18 | 6715 | APG Amis de la Presqu’ile Giens | 914,69 € |
| 2001 | 1669 | 23/10/01 | 06/12/2001 | 63 | 6715 | Fédération Varoise Œuvres Laïques | 1 013,79 € |
| 2001 | 1747 | 06/11/01 | 06/12/2001 | 66 | 6715 | BI Porquerolles | 3 048,98 € |
| **Total** |  |  |  |  |  |  | **8 026,44 €** |

Attendu que, dans sa réponse, le comptable fait valoir qu’un terme a été mis à ces errements et que le visa du contrôleur financier est apposé depuis 2002 ;

Attendu que les paiements des subventions sont bien intervenus en l’absence de visa du contrôleur financier ; que les éléments de fait exposés par le comptable ne sont pas opposables à la Cour et ne justifient en rien la régularité du paiement ;

Considérant que les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables des contrôles qu’ils sont tenus d’exercer, conformément aux dispositions des paragraphes I et IV de l’article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 susvisée et des articles 12 et 13 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ; qu’en application du paragraphe VII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, il y a lieu de constituer M. Y débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de la somme de 3 048,98 € au titre de l’exercice 2000 et 4 977,46 € au titre de l’exercice 2001 ;

Considérant que, aux termes du paragraphe VIII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, les débets portent intérêt *« au taux légal à compter de la date du fait générateur ou, si cette date ne peut être fixée avec précision, à compter de celle de leur découverte »* ; qu’en l’espèce, cette date est celle du paiement du dernier mandat de la dépense irrégulière, soit le 7 décembre pour l’exercice 2000 et le 6 décembre pour l’exercice 2001 ;

L’injonction n° 7 prononcée par l’arrêt susvisé du 19 mai 2005 est levée ;

M. Gérard Y est constitué débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de :

- 3 048,98 € au titre de l’exercice 2000, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 7 décembre 2000 ;

- 4 977,46 € au titre de l’exercice 2001, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 6 décembre 2001.

Injonction n° 8 – créance sur la Trésorerie municipale d’Hyères

Attendu que, par l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour, au motif qu’aucune preuve de diligences n’avait été produite afin d’obtenir le recouvrement d’un montant de 6 986,43 € figurant à l’état de développement des soldes du compte 4111 à la clôture de l’exercice 2001 qui correspondait à une créance sur la trésorerie municipale de Hyères frappée par la déchéance quadriennale depuis le 28 février 2001, a formulé une injonction de reversement, à défaut d’autres justifications à décharge ;

Attendu que la réponse du comptable fait apparaître que ce titre (n° 4 du 28 février 1997) correspond en fait à une sortie de l’actif d’un ancien photocopieur lors de l’acquisition de nouveaux modèles ; que le titre de recettes *« aurait dû être émis à l’encontre de la société auprès de laquelle les nouveaux photocopieurs ont été acquis et non à l’encontre de la trésorerie municipale d’Hyères »* ;

Considérant qu’il n’est ainsi pas établi que le recouvrement de la créance soit compromis, le débiteur étant une société privée ;

L’injonction n° 8 prononcée par l’arrêt susvisé du 19 mai 2005 est levée.

Injonction n° 9 – paiement au-delà de l’avance de 30 % sur conventions de ressources affectées

Attendu que, par l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour a formulé une injonction de reversement, à défaut d’autres justifications à décharge, d’un montant de 103 729,05 € correspondant à 58 mandats de l’exercice 2001, au motif que ces mandats, payés au titre de la convention de ressources affectées n° 089/01 signée le 23 août 2001 entre le parc national et le ministère chargé de l’environnement et relative au fonctionnement de la mission d’étude du projet du parc national marin de Corse, ont été payés en dépassement de 30 % du montant total de ladite convention, contrairement aux règles établies par l’instruction codificatrice n° 96-011 M. 91 du 1er février 1996 susvisée concernant la possibilité pour les établissements publics administratifs de procéder à des avances de fonds sur leur trésorerie ;

| **N° et date du mandat** | **Date de paiement** | **Montant** | **Objet et bénéficiaire** |
| --- | --- | --- | --- |
| 14 du 19/01/2001 | 24/01/2001 | 19.126,17 € | Salaires et charges patronales de janvier |
| 30 du 19/02/2001 | 20/02/2001 | 19.137,61 € | Salaires et charges patronales de février |
| 42 du 01/03/2001 | 22/03/2001 | 2.268,33 € | Cpte 6132 – Secic gestion |
| 82 du 02/03/2001 | 22/03/2001 | 360,69 € | Cpte 6247 – Courgeon |
| 112 du 08/03/2001 | 22/03/2001 | 22,87 € | Cpte 6068 – ASS :AJA |
| 117 du 08/03/2001 | 22/03/2001 | 99,42 € | Cpte 6152 – ALBA chiara |
| 122 du 08/03/2001 | 22/03/2001 | 425,18 € | Cpte 6247 – Air France |
| 127 du 08/03/2001 | 22/03/2001 | 11,43 € | Cpte 626 – France Tel |
| 136 du 13/03/2001 | 22/03/2001 | 571,04 € | Cpte 6247 – Jannin |
| 161 du 16/03/2001 | 20/03/2001 | 21.609,07 € | Salaires et charges patronales de mars |
| 170 du 23/03/2001 | 13/04/2001 | 48,26 € | Cpte 60612 – SEDOC |
| 186 du 23/03/2001 | 13/04/2001 | 51,25 € | Cpte 6155 – Delta |
| 195 du 23/03/2001 | 13/04/2001 | 436,31 € | Cpte 6247 – Air France |
| 210 du 23/03/2001 | 13/04/2001 | 140,37 € | Cpte 626 – France Tél. |
| 212 du 27/03/2001 | 13/04/2001 | 127,23 € | Cpte 60611 – EDF GDF |
| 234 du 27/:03/:2001 | 13/04/2001 | 99,42 € | CPTE 6152 – Alba Chiara |
| 248 du 27/03/2001 | 13/04/2001 | 42,53 € | Cpte 6181 – Infomer |
| 250 du 27/03/2001 | 13/04/2001 | 436,31 € | Cpte 6247 – Air France |
| 257 du 27/03/2001 | 13/04/2001 | 11,43 € | Cpte 626 – France Tél |
| 277 du 02/04/2001 | 13/04/2001 | 2.268,33 € | Cpte 6132 – Secic |
| 320 du 06/04/2001 | 09/05/2001 | 428,97 € | Cpte 6068 – Bureautique |
| 321 du 06/04/2001 | 09/05/2001 | 538,08 € | Cpte 6068 – Bureautique |
| 322 du 06/04/2001 | 09/05/2001 | 99,42 € | Cpte 6152 – Alba Chiara |
| 340 du 06/04/2001 | 09/05/2001 | 52,38 € | Cpte 626 – France Tél |
| 392 du 13/04/2001 | 18/04/2001 | 16.702,03 € | Salaires et charges patronales d’avril |
| 402 du 18/04/2001 | 09/05/2001 | 57,25 € | Cpte 60612 – Sedoc |
| 408 du 18/04/2001 | 09/05/2001 | 133,55 € | Cpte 6155 – Shell |
| 418 du 18/04/2001 | 09/05/2001 | 11,43 € | Cpte 626 – France Tél |
| 503 du 17/05/2001 | 22/05/2001 | 18.697,54 € | Salaires et charges patronales de mai |
| 527 du 18/05/2001 | 06/06/2001 | 125,92 € | Cpte 6247 – Air France |
| 528 du 18/05/2001 | 06/06/2001 | 350,48 € | Cpte 6247 – Air France |
| 529 du 18/05/2001 | 06/06/2001 | 316,18 € | Cpte 6247 - Courgeon |
| 539 du 18/05/2001 | 06/06/2001 | 38,71 € | Cpte 626 – France Tél |
| 561 du 22/05/2001 | 27/06/2001 | 62,50 € | Cpte 6247 – Dettwiller |
| 574 du 22/05/2001 | 27/06/2001 | 165,04 € | Cpte 626 – France Tél |
| 639 du 08/06/2001 | 16/07/2001 | 99,42 € | Cpte 6152 – Alba Chiara |
| 652 du 08/06/2001 | 16/07/2001 | 811,03 € | Cpte 6247 – Air France |
| 657 du 08/06/2001 | 16/07/2001 | 11,43 € | Cpte 626 – France Tel |
| 721 du 18/06/2001 | 21/06/2001 | 13.503,91 € | Salaires et charges patronales de juin |
| 742 du 19/06/2001 | 16/07/2001 | 451,13 € | Cpte 6068 – Bureautique |
| 753 du 19/06/2001 | 16/07/2001 | 232,41 € | Cpte 6247 – Air France |
| 761 du 19/06/2001 | 16/07/2001 | 52,14 € | Cpte 626 – France Tel |
| 784 du 26/06/2001 | 27/07/2001 | 170,74 € | Cpte 6068 – Bureautique |
| 787 du 26/06/2001 | 27/07/2001 | 99,42 € | Cpte 6152 – Alba Chiara |
| 791 du 26/06/2001 | 27/07/2001 | 18,29 € | Cpte 6181 – Ifremer |
| 796 du 26/06/2001 | 27/07/2001 | 213,16 € | Cpte 6247 – Air France |
| 801 du 26/06/2001 | 27/07/2001 | 11,43 € | Cpte 626 – France Tél |
| 888 du 13/07/2001 | 08/08/2001 | 565,15 € | Cpte 6068 – Bureautique |
| 897 du 13/07/2001 | 08/08/2001 | 445,00 € | Cpte 6247 – Jannin |
| 898 du 13/07/2001 | 08/08/2001 | 589,14 € | Cpte 6247 – Courgeon |
| 926 du 17/07/2001 | 23/07/2001 | 9.406,71 € | Salaires et charges patronales de juillet |
| 990 du 14/08/2001 | 22/08/2001 | 9.657,70 € | Salaires et charges patronales d’août |
| 1000 du 16/08/2001 | 27/09/2001 | 33,11 € | Cpte 60612 – Sedoc |
| 1011 du 16/08/2001 | 27/09/2001 | 96,32 € | Cpte 6068 – Orsoni |
| 1020 du 16/08/2001 | 27/09/2001 | 479,03 € | Cpte 6247 – Air France |
| 1038 du 16/08/2001 | 27/09/2001 | 43,98 € | Cpte 626 – France Tel |
| 1088 du 20/08/2001 | 27/09/2001 | 109,13 € | Cpte 626 – France Tel |
| 1305 du 18/09/2001 | 21/09/2001 | 3.579,28 € | Salaires et charges patronales de septembre |

Attendu que, dans sa réponse, le comptable fait valoir qu’une part importante des dépenses était constituée de charges de personnel, qu’il qualifie de « dépenses obligatoires » et qu’il a payé ces dépenses sur demande expresse de l’ordonnateur ;

Attendu que ces éléments de fait exposés par le comptable ne sont pas opposables à la Cour et ne justifient en rien la régularité du paiement ; qu’en particulier la prétendue demande expresse de l’ordonnateur ne constitue en rien une réquisition de paiement prise par ledit ordonnateur ;

Attendu que l’instruction codificatrice n° 96-011 M 91 du 1er février 1996 prévoit qu’en cas d’une signature d’une convention de ressources affectées, l’avance de fonds des établissements publics administratifs, sur leur trésorerie, à leurs cocontractants ne doit pas excéder 30 % du montant prévu dans la convention de ressources affectées ;

Considérant que les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables des contrôles qu’ils sont tenus d’exercer, conformément aux dispositions des paragraphes I et IV de l’article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 susvisée et de l’article 12 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique susvisé ; que ce contrôle comporte celui de la disponibilité des crédits ;

Considérant que, aux terme de l’instruction M9-1 précitée, pour le contrôle de la disponibilité des crédits dans le cas des conventions sur ressources affectées, le comptable exerce notamment un *« contrôle par rapport au montant figurant au crédit du compte « produits à recevoir sur ressources affectées »* ; qui indique les sommes encaissées sur la convention » ; que, le comptable n’a pas procédé à ce contrôle qui lui aurait permis de constater l’inexistence des dites sommes et donc l’absence de disponibilité au regard de la règle des 30% sus énoncée ; qu’en application du paragraphe VII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, il y a lieu de constituer M. Y débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de 103 729,05 € au titre de l’exercice 2001 ;

Considérant que, aux termes du paragraphe VIII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, les débets portent intérêt *« au taux légal à compter de la date du fait générateur ou, si cette date ne peut être fixée avec précision, à compter de celle de leur découverte »* ; qu’en l’espèce, cette date est celle du paiement du dernier mandat de la dépense irrégulière, soit le 27 septembre 2001 ;

L’injonction n° 9 prononcée par l’arrêt du 19 mai 2005 susvisé est levée ;

M. Y est constitué débiteur du parc national de Port-Cros de la somme de 103 729,05 €, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 27 septembre 2001.

Injonction n° 10 – paiement au-delà du montant prévu dans une convention de ressources affectées

Attendu que, par l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour a formulé une injonction de reversement, à défaut d’autres justifications à décharge, d’un montant de 7 387,22 € correspondant à 5 mandats de l’exercice 2001 payés au titre de la convention de ressources affectées n° 089/01 signée le 23 août 2001 entre le parc national et le ministère chargé de l’environnement, relative au fonctionnement de la mission d’étude du projet du parc national marin de Corse, comme retracé dans le tableau suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| N° et date du mandat | Date de paiement | Montant | Objet et bénéficiaire |
| 1818 du 15/11/2001 | 21/11/2001 | 3604,85 € | Salaires et charges  patronales novembre |
| 1521 du 12/10/2001 | 26/11/2001 | 45,16 € | France télécom |
| 1432 du 03/10/2001 | 30/11/2001 | 117,82 € | EDG/GDF |
| 2145 du 11/12/2001 | 14/12/2001 | 3 604,85 € | Salaires et charges patronales de décembre |
| 2045 du 06/12/2001 | 17/12/2001 | 14,54 € | France télécom |

Attendu que dans sa réponse le comptable fait valoir que le versement de la somme de 5 251,13 € correspondant au dépassement des crédits alloués a été sollicité auprès du ministère qui n’a pas répondu favorablement ; que le paiement de 7 387,22 €, qui intègre la totalité du mandat dont le paiement a conduit au dépassement des crédits alloués, comprenait 7 209,70 € de  salaires constituant des dépenses obligatoires ; que le paiement a été effectué sur demande expresse de l’ordonnateur ;

Attendu que les éléments de fait exposés par le comptable ne sont pas opposables à la Cour et ne justifient en rien la régularité du paiement ;

Considérant que les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables des contrôles qu’ils sont tenus d’exercer, conformément aux dispositions des paragraphes I et IV de l’article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 susvisée et de l’article 12 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique susvisé ; que l’article 12 s’applique à tous les crédits ; que ce contrôle comporte celui de la disponibilité des crédits ; qu’en l’espèce la signature d’une convention n’autorise l’ouverture de crédits qu’à hauteur du montant figurant à ladite convention ; qu’en application du paragraphe VII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, il y a lieu de constituer M. Y débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de 7 387,22 €, au titre de l’exercice 2001 ;

Considérant qu’aux termes du paragraphe VIII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, les débets portent intérêt *« au taux légal à compter de la date du fait générateur ou, si cette date ne peut être fixée avec précision, à compter de celle de leur découverte »* ; qu’en l’espèce, cette date est celle du paiement du dernier mandat de la dépense irrégulière, soit le 17 décembre 2001 ;

L’injonction n° 10 prononcée par l’arrêt du 19 mai 2005 susvisé est levée ;

M. Y est constitué débiteur du par national de Port-Cros pour la somme de 7 387,22 €, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 17 décembre 2001.

Injonction n° 11 – rémunération du directeur en l’absence de contrat

Attendu que, par l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour, au motif que le comptable a versé une rémunération à M. C, agent contractuel exerçant les fonctions de directeur, en l’absence de contrat de travail le liant au parc, a enjoint à M. Y de reverser un montant de 122 761,19 € correspondant à 13 mandats payés entre 2000 et 2001 comme retracé dans le tableau suivant, à défaut d’autres justifications à décharge ;

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Mois** | **Rémunération versée** | **Partie mandat** | **Du** | **Payé le** |
| Déc 2000 | 14.295,41 € | 1933 | 14/12/2000 | 18/12/2000 |
| Janv 2001 | 7.922,75 € | 4 | 19/01/2001 | 24/01/2001 |
| Fév 2001 | 7.960,06 € | 20 | 19/02/2001 | 20/02/2001 |
| Mars 2001 | 7.927,13 € | 150 | 16/03/2001 | 20/03/2001 |
| Avr 2001 | 7.927,13 € | 381 | 13/04/2001 | 18/04/2001 |
| Mai 2001 | 7.960,25 € | 493 | 17/05/2001 | 23/05/2001 |
| Juin 2001 | 14.413,46 € | 719 | 18/06/2001 | 25/06/2001 |
| Juil 2001 | 7.960,25 € | 916 | 17/07/2001 | 23/07/2001 |
| Août 2001 | 7.960,25 € | 980 | 14/08/2001 | 22/08/2001 |
| Sept 2001 | 7.960,25 € | 1296 | 18/09/2001 | 21/09/2001 |
| Oct 2001 | 7.960,25 € | 1601 | 19/10/2001 | 22/10/2001 |
| Nov 2001 | 8.006,79 € | 1809 | 15/11/2001 | 21/11/2001 |
| Déc 2001 | 14.507,24 € | 2143 | 11/12/2001 | 14/12/2001 |
| **TOTAL** | **122.761,19 €** |  |  |  |

Attendu que, dans sa réponse, le comptable fait notamment valoir que M. C avait fait l’objet d’un arrêté ministériel de nomination de nature à lui ouvrir des droits ; qu’aucun arrêté n’avait mis fin à ses fonctions ;

Considérant que, dans les circonstances de l’espèce, les pièces dont disposait le comptable étaient suffisantes pour effectuer le règlement ;

L’injonction n° 11 prononcée par l’arrêt du 19 mai 2005 est levée.

Injonction n° 12 – versement de primes sans base juridique

Attendu que, par l’arrêt susvisé du 19 mai 2005, la Cour a formulé une injonction de reversement, pour le paiement de la somme de 3 944,95 €, correspondant à 13 mandats payés en 2000 et 2001 à M. Nicolas A, comme retracé dans le tableau suivant ou, à défaut, toute autre justification à la décharge du comptable, au motif que M. A, contractuel sous contrat type 1980, affecté comme chargé de mission « communication » au siège du parc le 1er août 1998, après avoir été chef de secteur de Port-Cros puis de Porquerolles, avait continué de percevoir la prime de sujétions et responsabilités de 7 % prévue pour les seuls chefs de secteur dans l’arrêté du 22 octobre 1980 susvisé portant approbation du contrat type des agents contractuels des établissements publics chargés des parcs nationaux ;

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Mois** | **Montant** | **Partie mandat** | **Du** | **Payé le** |
| Décembre 2000 | 142,06 € | 1933 | 14/12/2000 | 18/12/2000 |
| Janvier 2001 | 142,77 € | 4 | 19/01/2001 | 24/01/2001 |
| Février 2001 | 142,77 € | 20 | 19/02/2001 | 20/02/2001 |
| Mars 2001 | 142,77 € | 150 | 16/03/2001 | 20/03/2001 |
| Avril 2001 | 142,77 € | 381 | 13/04/2001 | 18/04/2001 |
| Mai 2001 | 143,48 € | 493 | 17/05/2001 | 23/05/2001 |
| Juin 2001 | 143,48 € | 719 | 18/06/2001 | 25/06/2001 |
| Juillet 2001 2001 | 143,48 € | 916 | 17/07/2001 | 23/07/2001 |
| Août 2001 | 143,48 € | 980 | 14/08/2001 | 22/08/2001 |
| Septembre 2001 | 143,48 € | 1296 | 18/09/2001 | 21/09/2001 |
| Octobre 2001 | 143,48 € | 1601 | 19/10/2001 | 22/10/2001 |
| Novembre 2001 | 144,48 € | 1809 | 15/11/2001 | 21/11/2001 |
| Décembre 2001 | 144,48 € | 2143 | 11/12/2001 | 14/12/2001 |
| **Total** | **1.862,98 €** |  |  |  |

Attendu que le comptable, dans sa réponse fait valoir que *« l’ordonnateur avait considéré que le statut de M. A permettait une assimilation aux chefs de secteur du fait de sa présence fréquente sur les îles, et que sa promotion en catégorie A ne pouvait se traduire par une perte de rémunération »* ;

Attendu qu’en matière de dépenses, les articles 12 et 13 du décret du 29 décembre 1962 font obligation au comptable de contrôler la validité de la créance, qui suppose notamment le contrôle avant paiement de la justification du service fait et de l’exactitude des calculs de liquidation ; que le contrôle de l’exactitude du calcul de liquidation consiste à vérifier que M. A percevait des primes dans la limite des dispositions réglementaires ; qu’il appartient au comptable du parc national de Port-Cros de vérifier l’exacte application des textes en vigueur, en l’occurrence l’arrêté du 22 octobre 1980 susmentionné ;

Attendu que l’article 15 de l’arrêté du 22 octobre 1980 susmentionné prévoit que la prime de 7 % du traitement brut est réservée *« pour les chefs de secteur »* ; que cette prime ne pouvait être en conséquence attribuée à M. Gérardin ; qu’une liquidation erronée a ainsi conduit au paiement indu d’une somme totale de 1 862,98 € ;

Considérant qu’aux termes de l’article 60-I de la loi du 23 février 1963 susvisée, les comptables sont personnellement et pécuniairement responsables des contrôles qu’ils sont tenus d’exercer ; et qu’aux termes de l’article 60-IV de cette même loi, cette responsabilité se trouve engagée dès lors qu’une dépense a été irrégulièrement payée ; qu’en application du paragraphe VII de l’article 60 de la loi précitée du 23 février 1963, il y a lieu de constituer M. Y débiteur du parc national de Port-Cros pour la somme de 142,06 € au titre de l’exercice 2000 et de 1 720,92 € au titre de l’exercice 2001 ;

Considérant qu’en vertu de l’article 60, paragraphe VIII, de la loi précitée du 23 février 1963, *« les débets portent intérêt au taux légal à compter de la date du fait générateur »* ; qu’en l’espèce, cette date est celle du paiement du dernier mandat de la dépense irrégulière, soit le 18 décembre pour l’exercice 2000 et le 14 décembre pour l’exercice 2001 ;

L’injonction n° 12 prononcée par l’arrêt du 19 mai 2005 susvisé est levée ;

M. Gérard Y est constitué débiteur du parc national de Port-Cros de la somme de :

- 142,06 € au titre de l’exercice 2000, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 18 décembre 2000 ;

- 1 720,92 € au titre de l’exercice 2001, augmentée des intérêts de droit calculés à compter du 14 décembre 2001 ;

Attendu que l’exacte reprise à la balance d’entrée de l’exercice 2002 des soldes constatés dans l’arrêt du 19 mai 2005 à la balance de sortie de l’exercice 2001 n’a pu être constatée ;

Attendu que les décharges de

- M. Charles X pour sa gestion du 1er janvier 1998 au 19 novembre 2000

- et de M. Y pour sa gestion du 20 novembre 2000 au 31 décembre 2001

ne pourront intervenir qu’après apurement des débets ci-dessus prononcés ;

Les opérations retracées dans les comptes des exercices 1998 à 2001 sont admises à l’exception de celles donnant lieu à débet et sous réserve de l’exacte reprise par M. Y à la balance d’entrée de l’exercice 2002 des soldes constatés dans l’arrêt du 19 mai 2005 à la balance de sortie de l’exercice 2001 ;

En conséquence des dispositions qui précédent, le sursis à décharge de MM. X pour sa gestion du 1er janvier 1998 au 19 novembre 2000 et Y pour sa gestion du 20 novembre 2000 au 31 décembre 2001 est maintenu.

--------------

Fait et jugé en la Cour des comptes, septième chambre, deuxième section, le dix-huit octobre deux mil six. Présents : MM. Sallois, président, Murret-Labarthe, Richard, Devaux, Mme Darragon, M. Lefebvre, conseillers maîtres.

Signé : Sallois, président, et Jouhaud, greffière.

Collationné, certifié conforme à la minute étant au greffe de la Cour des comptes.

En conséquence, la République mande et ordonne à tous huissiers de justice, sur ce requis, de mettre ledit arrêt à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance d’y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu’ils en seront légalement requis.

Délivré par moi, secrétaire général